

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE AMENDÉ**Les avocats demandent plus de clarification**

Les nouvelles dispositions relatives à l'amendement du code de procédure pénale, intervenues par ordonnance présidentielle, le 23 juillet dernier, et officiellement entrées en vigueur en janvier, suscitent une vive réaction de la part des avocats.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le texte, dont les dispositions selon ce qu'a déclaré le ministre de la Justice devraient permettre de «mettre en place de nouveaux mécanismes à même de garantir une réponse appropriée et cohérente aux délits mineurs qui représentent 80% des crimes traités chaque année par les tribunaux», présente, de l'avis de nombreux avocats, des incohérences, voire des contradictions qu'il va falloir rattraper.

Lors d'une rencontre organisée hier à Alger à l'intention des adhérents au bâtonnat d'Alger, destinée à recueillir leurs observations et recommandations, 4 mois après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, il a été relevé que la classe judiciaire, aussi bien les magistrats que les avocats, est confrontée à d'énormes difficultés dans l'application. «Les magistrats ont une instruction qu'ils doivent appliquer mais il faut savoir que cette application pose problème. Que recherche-t-on ? Est-ce la préservation des droits de la défense ou ceux-ci sont-ils en danger si tant est que la procédure ne soit pas lisible par toutes les parties en présence ?», s'interroge Maître Cherif Chorfi, doyen du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger.

Et d'ajouter : «Cette journée de réflexion se veut une occasion d'évaluer et faire des propositions. Il est temps de corriger, car si l'on perdure dans une application qui est quelque peu tatillonne, les droits de la défense, et des citoyens par voie de conséquence, risquent d'être bafoués.»

Plusieurs aspects posent problème selon les avocats, dont la comparution immédiate et la médiation. Le doyen du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger estime qu'aussi bien les avocats que

les magistrats s'interrogent quant à la mise en application efficace et efficace de cette nouvelle réglementation.

«Nous relevons qu'effectivement qu'en matière de pourvoi, on nous enserme dans un délai imparti. On fait obligation à l'avocat qui doit faire un pourvoi en cassation d'aller près la cour où l'arrêt a été rendu pour faire son pourvoi», cite-t-il entre autres exemples.

De son côté, le D^r AHCène Bouskia, professeur à l'École supérieure de la magistrature, estime que l'initiative en elle-même est louable, c'est même le plus grand chantier qu'ait connu l'Algérie depuis l'indépendance. Cependant, observe-t-il, «les auteurs de ce texte ont fait preuve de précipitation» en n'y associant pas les praticiens que sont les



Photo : Samir Sid

La classe judiciaire est confrontée à d'énormes difficultés.

avocats et les magistrats. «Dans cette nouvelle réglementation, on ne voit pas les traces de la participation aussi bien des professeurs d'université que les avocats qui sont les praticiens du droit. En plus de la précipitation, nous avons l'impression, qui d'ailleurs se vé-

ifie sur le terrain, qu'il n'y a pas eu suffisamment de concertation même au niveau des concepteurs du texte», ce qui explique, selon lui, les nombreuses insuffisances et incohérences dans le texte. Notamment l'article 6-bis du code de procédure pénale portant sur la

plainte préalable concernant les poursuites contre les gestionnaires des entreprises publiques économiques.

Selon D^r Bouskia, l'article en question est un condensé de «contradictions» et d'«incohérences». Celles-ci sont relevées aussi en ce qui se rapporte à la question de la médiation —«où le procureur est médiateur et en même temps celui qui engage les poursuites» —, l'ordonnance pénale, et la question de la formalisation des dossiers pour les pourvois en cassation, etc. «Toutes ces questions, on le voit à travers le texte, sont faites dans la précipitation et nous enregistrons aussi un manque de concertation».

A noter que les observations que les avocats sont invités à formuler à propos de ce texte devront être consignées dans un rapport qui sera soumis à l'assemblée générale du bâtonnat d'Alger, prévue le 26 de ce mois, et qui décidera de la suite à donner.

Y. D.

**ALORS QU'UNE ENVELOPPE DE 340 MILLIONS DE DINARS
LUI A ÉTÉ ALLOUÉE EN 2015 À TIARET****Quel impact pour le dispositif «Blanche Algérie» ?**

Lancé à Alger à l'orée de l'année 2005 avant de s'étendre aux autres wilayas du pays, le dispositif «Blanche Algérie» n'en finit pas de susciter des interrogations quant à sa fiabilité, son mode de gestion sur le terrain, n'étant pas à l'abri de critiques.

En effet, si l'on tient compte des objectifs qui lui sont assignés à savoir une contribution à la résorption du taux de chômage et l'amélioration du cadre de vie du citoyen, ce dispositif et après plus d'une décennie de mise en œuvre souffre néanmoins de dysfonctionnements notables à plus d'un titre. Il importe de souligner en ce sens,

l'absence de formulation en amont des besoins en chantiers «Blanche Algérie», par les communes sans pour autant tenir compte de certains éléments jugés intrinsèques telle l'identification au préalable des quartiers et des sites devant recevoir des chantiers et la détermination de la nature et des quantités des travaux à exécuter.

Dans le même contexte, les retards accusés par certaines APC dans la transmission des dossiers des candidatures à la commission de pilotage de wilaya ne sont pas sans affecter voire retarder la mise en œuvre des programmes.

Pire encore, dans certains cas, les contrats des tâcherons sont renouvelés systématiquement par les P/APC sans qu'aucun contrôle réel des services techniques ne

soit effectué en matière de présence des ouvriers sur les chantiers et de la qualité des travaux réalisés.

La liste des irrégularités entachant le dispositif «Blanche Algérie» est par conséquent loin d'être clôturée en l'absence d'une vision claire basée sur une gestion rigoureuse de ces programmes pour lesquels des enveloppes financières colossales sont débloquées.

A Tiaret, pas moins de 100 chantiers «Blanche Algérie» ont été lancés en 2015 à travers 40 communes sur les 42 que compte la wilaya générant quelque 800 emplois, le tout pour un montant global de l'ordre de 340 millions de dinars. Œuvrant sous la responsabilité d'un tâcheron contre un salaire mensuel de 18 000 DA chacun,

les intervenants au nombre de 7 par chantier pour une durée de trois mois, se livrent généralement à des travaux de désherbage, badigeonnage, d'entretien des espaces verts et d'avenues ainsi que de curage d'avaloirs et autres caniveaux. Mais eu égard à la complaisance des uns et au laxisme des autres, ces programmes demeurent toujours loin d'atteindre leurs objectifs. Pour note, le directeur régional de l'agence de développement social de Tiaret aurait selon nos sources soumis aux autorités locales une panoplie de propositions en vue d'une meilleure efficacité de ce dispositif dont l'impact devrait être amplement ressenti au triple plan social, économique et environnemental.

Mourad Benameur

LUTTE ANTITERRORISTE**25 canons traditionnels et 2 bombes artisanales détruits à Skikda**

25 canons traditionnels et 2 bombes de confection artisanale ont été détruits vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire suite à une opération de recherche dans la zone de Ghabet Ettifah à Skikda, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de recherche et fouille dans la zone de Ghabet Ettifah à Skikda (5° RM), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 13 mai 2016, 25 canons traditionnels, 2 bombes de confection artisanale, 8 kilogrammes de substances explosives et des outils de confection d'explosifs», précise la même source. Par ailleurs, d'autres détachements ont arrêté «3 éléments de soutien aux groupes terroristes à Ghardaïa (4° RM)».

A Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf (5° RM), des unités des gardes-frontières «ont déjoué des tentatives de contrebande de plus de 17 206 litres de carburant et saisi 7 véhicules utilisés dans la contrebande». D'autre part, et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande, des détachements de l'ANP, en coordination avec des éléments des douanes, «ont intercepté, lors d'opérations distinctes à Bordj Badji-Mokhtar, In Salah et In Guezam (6° RM), 30 contrebandiers de différentes nationalités africaines et 6 véhicules tout-terrain ont été saisis». A Tlemcen (2° RM) et Biskra (4° RM), «10 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés», signale également le MDN.

ÉQUIPEMENTS ET FOURNITURES SCOLAIRES**Mise en place d'un partenariat public-privé**

Le gouvernement veut privilégier la production nationale en matière d'équipements et fournitures scolaires. Un partenariat public-privé national de ces produits a été mis en place hier à Alger, sous la forme d'une convention tripartite entre les ministères de l'Education nationale, de l'Industrie et des Mines, et du Commerce.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'encouragement et la promotion de la production nationale n'excluent aucun secteur. Même le secteur de l'éducation nationale s'y met. Les ministères de l'Education nationale, de l'Industrie et des Mines, et celui du Commerce ont ainsi signé une convention portant sur la mise en place d'un partenariat public-privé national pour les équipements et fournitures scolaires. Un partenariat dont se réjouit justement le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, qui affirme que les équipements et fournitures scolaires «sont jusqu'à

maintenant importés». Selon lui, 70% des besoins du secteur de l'éducation sont couverts par la production nationale publique ou privée, aussi bien dans le domaine des laboratoires, des équipements informatiques et autres. Toutefois, poursuit-il, «il reste un effort à faire à l'avenir, celui d'unifier les nomenclatures des produits sur un cahier des charges unique sur tout le territoire national». Pour Bouchouareb, les élèves algériens doivent bénéficier des mêmes articles. «C'est ce qu'on doit faire dans les prochains jours», précise-t-il, ajoutant que cette démarche sera bénéfique et pour

l'économie nationale et pour le secteur de l'éducation.

De son côté, la ministre de l'Education nationale, M^{me} Nouria Benghebrit, a insisté sur l'encouragement de la production nationale, la transparence dans la conclusion des marchés, et une concurrence loyale et ouverte. Benghebrit assure également que le Salon de l'équipement scolaire et du matériel technico-pédagogique deviendra un rendez-vous annuel.

Dédié exclusivement aux équipements scolaires, le Salon qui a ouvert ses portes hier à la Safex aux Pins-Maritimes (Alger) se poursuivra jusqu'au 17 mai prochain. Dans sa première édition, «il a regroupé toutes les entreprises nationales spécialisées dans les fournitures et équipements scolaires», souligne Benghebrit.

Ry. N.